

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 2224

[C — 99/27530]

20 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon organisant un congé préalable à la mise à la retraite en faveur de certains agents de l'Institut scientifique de Service public

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret du 7 juin 1990 portant création d'un Institut scientifique de Service public en Région wallonne, notamment l'article 6;

Vu l'arrêté royal du 13 mars 1991 portant coordination des lois du 28 décembre 1984 et du 26 juin 1990 relatives à la suppression et à la restructuration d'organismes d'intérêt public et des services de l'Etat, notamment les articles 34 et 35;

Vu l'arrêté royal du 6 juin 1991 relatif à la dissolution de l'Institut national des Industries extractives et au transfert de ses missions, biens, droits et obligations à la Région wallonne, notamment l'article 3;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services des Gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 novembre 1994 portant le statut pécuniaire des fonctionnaires de la Région, notamment l'article 32;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 1994 fixant le statut des agents de l'Institut scientifique de Service public, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juin 1995 portant une disposition d'exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} décembre 1994 fixant le statut des agents de l'Institut scientifique de Service public;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 juillet 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 juillet 1998;

Vu le protocole n° 281 du Comité de secteur n° XVI, en date du 4 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 2 mars 1999;

Vu l'avis du Ministre des Pensions, en exécution de l'article 42 de l'arrêté royal précité du 26 septembre 1994, donné le 24 février 1999;

Vu la délibération du Gouvernement du 17 décembre 1998 sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 31 mars 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique, après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux agents de l'Institut scientifique de Service public bénéficiaires du contrat conclu le 30 mars 1984 entre le conseil d'administration de l'Institut national des Industries extractives et la Société mutuelle d'Assurances publiques relativement au règlement d'assurance de groupe en matière de pensions.

Art. 2. Un congé préalable à la mise à la retraite est accordé aux agents visés à l'article 1^{er} qui en exposent la demande écrite par lettre recommandée à la Poste au directeur général au plus tôt un an et au plus tard six mois avant la date du début du congé.

Le congé prend cours au plus tôt le premier jour du mois qui suit le soixantième anniversaire de l'agent.

Le congé est irréversible et prend fin le dernier jour du mois au cours duquel l'agent atteint l'âge de soixante-cinq ans.

Art. 3. L'agent en congé préalable à la mise à la retraite bénéficie d'une rétribution d'attente égale à 100 % de la dernière rétribution d'activité.

Par dernière rétribution d'activité, il faut entendre la somme, établie sur une base mensuelle et pour des prestations complètes et rémunérées :

1° du traitement;

2° de l'allocation de foyer ou de résidence;

3° de la prime spéciale de qualification octroyée en vertu de la décision n° 259 du conseil d'administration de l'Institut national des Industries extractives;

4° des primes et indemnités octroyées au personnel technique, au personnel de maîtrise et aux gens de métier et de service en vertu de la décision n° 631 du conseil d'administration de l'Institut national des Industries extractives;

5° des primes d'ancienneté octroyées en vertu de la décision n° 1351 *bis* du conseil d'administration de l'Institut national des Industries extractives.

Les primes et indemnités visées à l'alinéa 2, 3°, 4° et 5°, ne sont prises en considération dans la détermination de la dernière rétribution d'activité qu'à l'égard des agents qui remplissaient les conditions de leur octroi antérieurement au 1^{er} janvier 1991.

Art. 4. Le congé préalable à la mise à la retraite est assimilé à de l'activité de service.

L'agent bénéficiant d'un tel congé ne peut faire valoir ses droits à la promotion par accession au niveau supérieur, à la mutation à la demande, à la promotion par avancement de grade et au transfert.

Art. 5. Le début, en cours d'année, du congé préalable à la mise à la retraite entraîne, pour cette même année, la réduction à due concurrence :

1° des congés annuels de vacances, des congés compensatoires aux jours fériés, des congés exceptionnels pour cas de force majeure, des congés pour motifs impérieux d'ordre familial;

2° des congés pour cause de maladie ou d'infirmité;

3° des congés de promotion sociale et pour participer à des activités de formation;

4° des congés pour accompagner et assister des handicapés et des malades au cours de voyages et de séjours de vacances organisés en Belgique ou à l'étranger.

Art. 6. Les dispositions du contrat conclu le 30 mars 1984 entre le conseil d'administration de l'Institut national des Industries extractives et la Société mutuelle d'Assurances publiques relativement au règlement d'assurance de groupe en matière de pensions, dans la forme arrêtée au jour de publication au *Moniteur belge* du présent arrêté, restent applicables aux membres du personnel de l'Institut scientifique de Service public bénéficiaires du contrat et mis à la retraite au plus tard la veille du jour de publication au *Moniteur belge* du présent arrêté.

Art. 7. Par dérogation à l'article 2, alinéa 1^{er}, le délai minimal de six mois n'est pas requis à l'égard des agents qui atteignent l'âge de 60 ans dans les six mois de la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 9. Le Ministre de la Fonction publique et le Ministre de la Recherche et du Développement technologique sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

B. ANSELME

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 2224

[C — 99/27530]

20. MAI 1999 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Organisierung eines der Pensionierung vorhergehenden Urlaubs zugunsten gewisser Bediensteten des «Institut scientifique de Service public» (Wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, § 3, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Juni 1990 über die Errichtung eines «Institut scientifique de Service public» in der Wallonischen Region, insbesondere des Artikels 6;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 13. März 1991 zur Koordinierung der Gesetze vom 28. Dezember 1984 und vom 26. Juni 1990 über die Abschaffung und die Umstrukturierung von Einrichtungen öffentlichen Interesses und der Dienststellen des Staats, insbesondere der Artikel 34 und 35;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 6. Juni 1991 über die Abschaffung des Nationalinstituts der Bergbauindustrie und die Übertragung seiner Aufgaben, Güter, Rechte und Pflichten an die Wallonische Region, insbesondere des Artikels 3;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 26. September 1994 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze des Verwaltungs- und Besoldungsstatuts der Staatsbediensteten, die auf das Personal der Dienststellen der Gemeinschafts- und Regionregierungen und der Kollegien der gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der französischen Gemeinschaftskommission sowie der von ihnen abhängenden juristischen Personen öffentlichen Rechts anwendbar sind;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. November 1994 zur Festlegung des Besoldungsstatuts der Beamten der Region, insbesondere des Artikels 32;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 1994 zur Festlegung des Statuts der Bediensteten des «Institut scientifique de Service public», insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juni 1995 über eine Bestimmung zur Ausführung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Dezember 1994 zur Festlegung des Statuts der Bediensteten des "Institut scientifique de service public";

Aufgrund des am 22. Juli 1998 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 23. Juli 1998 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Protokolls Nr. 281 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 4. Dezember 1998;

Aufgrund des am 2. März 1999 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 24. Februar 1999 abgegebenen Gutachtens des Ministers für Pensionen, in Ausführung von Artikel 42 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 26. September 1994;

Aufgrund des Beschlusses der Regierung vom 17. Dezember 1998 bezüglich des Antrags auf Begutachtung innerhalb eines Monats;

Aufgrund des am 31. März 1999 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats, in Anwendung von Artikel 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes, nach Beratung,
Beschließt:

Artikel 1 - Der vorliegende Erlass findet Anwendung auf die Bediensteten des "Institut scientifique de Service public", die durch den Vertrag betroffen sind, der am 30. März 1984 zwischen dem Verwaltungsrat des Nationalinstituts der Bergbauindustrie und der Gesellschaft auf Gegenseitigkeit der Öffentlichen Verwaltungen bezüglich der Regelung der Gruppenversicherung in Sachen Pensionen abgeschlossen wurde.

Art. 2 - Ein der Pensionierung vorhergehender Urlaub wird den in Artikel 1 erwähnten Bediensteten gewährt, die ihn schriftlich per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief frühestens ein Jahr und spätestens sechs Monate vor dem Datum des Anfangs des Urlaubs bei dem Generaldirektor beantragen.

Der Urlaub beginnt frühestens am ersten Tage des Monats, der auf den sechzigsten Geburtstag des Bediensteten folgt.

Der Urlaub ist unwiderruflich und geht am letzten Tage des Monats zu Ende, im Laufe dessen der Bedienstete fünfundsechzig Jahre alt wird.

Art. 3 - Der Bedienstete, der im der Pensionierung vorhergehenden Urlaub ist, empfängt eine Wartebelohnung, die 100 % des letzten Arbeitslohns entspricht.

Unter letztem Arbeitslohn versteht man die auf Monatswertung für ganze und entlohnte Leistungen berechnete Summe des Folgenden:

1° das Gehalt;

2° die Haushalts- oder Wohnsitzzulage;

3° die besondere Qualifikationsprämie, die aufgrund des Beschlusses Nr. 259 des Verwaltungsrats des Nationalinstituts der Bergbauindustrie gewährt wurde;

4° die Prämien und Vergütungen, die dem technischen, dem Meister-, Fach- und Dienstpersonal aufgrund des Beschlusses Nr. 631 des Verwaltungsrats des Nationalinstituts der Bergbauindustrie gewährt wurden;

5° die Dienstalterszulagen, die aufgrund des Beschlusses Nr. 1351 bis des Verwaltungsrats des Nationalinstituts der Bergbauindustrie gewährt wurden.

Die in den Absätzen 2, 3°, 4° und 5° erwähnten Prämien und Vergütungen werden in der Festlegung des letzten Arbeitslohns nur für die Bediensteten berücksichtigt, welche die Bedingungen bezüglich ihrer Gewährung vor dem 1. Januar 1991 erfüllten.

Art. 4 - Der der Pensionierung vorhergehende Urlaub wird dem aktiven Dienst gleichgestellt.

Der Bedienstete, der einen solchen Urlaub genießt, ist nicht berechtigt, seine Rechte auf Beförderung durch Aufstieg in die nächsthöhere Stufe, auf Versetzung auf seinen Antrag hin, auf Beförderung durch Aufstieg in den nächsthöheren Dienstgrad und auf Transferierung geltend zu machen.

Art. 5 - Der Anfang im Laufe des Jahres des der Pensionierung vorhergehenden Urlaubs hat eine verhältnismäßige Verkürzung der folgenden Urlaubstage zur Folge:

1° die Jahresurlaubstage, die Ausgleichsurlaubstage für Feiertage, die außergewöhnlichen Urlaubstage bei höherer Gewalt, die Urlaubstage aus zwingenden familiären Gründen;

2° der Urlaub wegen Krankheit oder Gebrechlichkeit;

3° der Fortbildungsurlaub und der Urlaub um an Ausbildungen teilzunehmen;

4° der Urlaub, um Behinderte und Kranke bei in Belgien oder im Ausland organisierten Reisen oder Aufenthalten zu begleiten und ihnen beizustehen.

Art. 6 - Die Bestimmungen des Vertrags, der am 30. März 1984 zwischen dem Verwaltungsrat des Nationalinstituts der Bergbauindustrie und der Gesellschaft auf Gegenseitigkeit der Öffentlichen Verwaltungen bezüglich der Regelung von Gruppenversicherung in Sachen Pensionen abgeschlossen wurde, und in der am Tage der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im Belgischen Staatsblatt festgesetzten Form, bleiben anwendbar auf die Personalmitglieder des „Institut scientifique de Service public“, die Anspruchsberechtigte des Vertrags sind und spätestens am Tage vor der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* pensioniert worden sind.

Art. 7 - In Abweichung von Artikel 2, Absatz 1 wird die Mindestfrist von sechs Monaten nicht für die Bediensteten erfordert, die innerhalb sechs Monaten ab der Veröffentlichung des vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* sechzig Jahre alt werden.

Art. 8 - Der vorliegende Erlass tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 9 - Der Minister des Öffentlichen Dienstes und des Ministers der Forschung und der Technologischen Entwicklung werden in ihrem jeweiligen Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 20. Mai 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 2224

[C — 99/27530]

20 MEI 1999. — Besluit van de Waalse Regering houdende organisatie van een verlof dat voorafgaat aan de pensionering voor bepaalde personeelsleden van het "Institut scientifique de Service public" (Openbaar wetenschappelijk instituut)

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van een "Institut scientifique de Service public" in het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 maart 1991 houdende coördinatie van de wetten van 28 december 1984 en van 26 juni 1990 betreffende de afschaffing en de herstructurering van instellingen van openbaar nut en andere overheidsdiensten, inzonderheid op artikelen 34 en 35;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juni 1991 betreffende de ontbinding van het Nationaal Instituut voor de Extractiebedrijven en de overdracht van zijn taken, goederen, rechten en verplichtingen aan het Waalse Gewest, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhankelijk zijn;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 november 1994 houdende het geldelijk statuut van de ambtenaren van het Gewest, inzonderheid op artikel 32;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 december 1994 tot vaststelling van het statuut van de agenten van het "Institut scientifique de Service public" (Openbaar wetenschappelijk instituut), inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 1 juni 1995 houdende een uitvoeringsbepaling van het besluit van de Waalse Regering van 1 december 1994 tot vaststelling van het statuut van de agenten van het "Institut scientifique de Service public" (Openbaar wetenschappelijk instituut);

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 22 juli 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 23 juli 1998;

Gelet op het protocol nr. 281 van het Sectorcomité nr. XVI, opgemaakt op 4 december 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 2 maart 1999;

Gelet op het advies van de Minister van Pensioenen, gegeven op 24 februari 1999, overeenkomstig artikel 42 van voormeld koninklijk besluit van 26 september 1994;

Gelet op de beslissing van de Regering van 17 december 1998 betreffende de adviesaanvraag binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 31 maart 1999 krachtens artikel 84, 1e lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken, na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de personeelsleden van het "Institut scientifique de Service public" die vallen onder de overeenkomst afgesloten op 30 maart 1984 tussen de raad van bestuur van het Nationaal Instituut voor de Extractiebedrijven en de « Société mutuelle d'Assurances publiques » (OMOB-Onderlinge Verzekeringsverenigingen) betreffende de regeling van de groepsverzekering inzake pensioenen.

Art. 2. Een aan de pensionering voorafgaand verlof wordt toegekend aan de in artikel 1 bedoelde personeelsleden die daartoe een schriftelijke aanvraag ingediend hebben bij de directeur-generaal bij een ter Post aangetekende brief ten vroegste één jaar vóór en laatstens zes maanden vóór de begindatum van het verlof.

Het verlof begint ten vroegste op de eerste dag van de maand die volgt op de zestigste verjaardag van het personeelslid.

Het verlof is onherroepelijk en eindigt op de laatste dag van de maand tijdens dewelke het personeelslid de leeftijd van vijftenzestig jaar bereikt.

Art. 3. Het personeelslid met verlof voorafgaand aan de pensionering ontvangt een wachtgeld dat gelijk is aan 100 % van zijn laatste bezoldiging.

Onder laatste bezoldiging dient te worden verstaan de som opgemaakt op grond van een maandelijks basis en voor volledige en bezoldigde prestaties :

1. van de wedde;
2. van de haard- of standplaatstoelage;
3. van de bijzondere kwalificatiepremie toegekend overeenkomstig de beslissing nr. 259 van de raad van bestuur van het Nationaal Instituut voor de Extractiebedrijven;
4. van de premies en vergoedingen toegekend aan het technisch personeel, aan het vak-, meesters- en dienstpersoneel overeenkomstig de beslissing nr. 631 van de raad van bestuur van het « Institut national des Industries extractives »;
5. van de anciënniteitspremies toegekend overeenkomstig de beslissing nr. 1351bis van de raad van bestuur van het « Institut national des Industries extractives ».

Voor de berekening van de laatste bezoldiging komen de in het 2e lid, sub 3°, 4° en 5° bedoelde premies en vergoedingen in aanmerking enkel voor de personeelsleden die de voorwaarden gebonden aan hun toekenning vóór 1 januari 1991 vervulden.

Art. 4. Het verlof voorafgaand aan de pensionering wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit. Het personeelslid dat een dergelijk verlof geniet kan zijn rechten echter niet doen gelden voor een bevordering bij overgang naar het hogere niveau, voor een mutatie op verzoek, voor een bevordering bij verhoging van graad noch voor een overplaatsing.

Art. 5. Het gevolg van het aan de pensionering voorafgaand verlof dat in de loop van het jaar begint is een vermindering tijdens datzelfde jaar tot het passende beloop van :

1. het jaarlijks vakantieverlof, van het compensatieverlof voor feestdagen, van het uitzonderlijk verlof wegens overmacht, van het verlof om dwingende redenen van familiaal belang;
2. het verlof wegens ziekte of gebrekkigheid;
3. het verlof voor sociale promotie en om aan vormingsactiviteiten deel te nemen;
4. het verlof om mindervaliden en zieken te vergezellen en bij te staan tijdens georganiseerde vakantiereizen en -verblijven in België of in het buitenland.

Art. 6. De bepalingen van de overeenkomst afgesloten op 30 maart 1984 tussen de raad van bestuur van het Nationaal Instituut voor de Extractiebedrijven en de « Société mutuelle d'Assurances publiques » betreffende de regeling van de groepsverzekering inzake pensioenen zoals vastgesteld op de dag van de publicatie van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* blijven toepasselijk op de personeelsleden van het "Institut scientifique de Service public" die van deze overeenkomst genieten en op pensioen gesteld worden ten laatste op de vooravond van de dag waarop dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. In afwijking van artikel 2, 1ste lid is de minimum termijn van zes maanden niet meer noodzakelijk voor de personeelsleden die de leeftijd van zestig jaar bereiken binnen zes maanden na de publicatie van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 8. Dit besluit wordt van kracht op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 9. De Minister van Ambtenarenzaken en de Minister van Onderzoek en Technologische Ontwikkeling zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME



MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 2225

[C - 99/27529]

20 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon autorisant l'Institut scientifique de Service public à participer au régime de pensions institué par la loi du 28 avril 1958

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit notamment l'article 1^{er}, alinéa 3, remplacé par l'arrêté royal du 5 juillet 1990;

Vu le décret du 27 mars 1985 relatif au régime de pensions applicable au personnel d'organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, notamment l'article 2;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 juillet 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 juillet 1998;

Vu le protocole n° 281 du Comité de secteur n° XVI, en date du 4 décembre 1998;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 2 mars 1999;

Vu la délibération du Gouvernement du 17 décembre 1998 sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 31 mars 1999 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique, après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'Institut scientifique de Service public est autorisé à participer au régime de pensions institué par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1998.

Art. 3. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 20 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME